

LA TRIBUNE DU PEUPLE

JOURNAL D'ÉDUCATION POLITIQUE ET SOCIALE,

RÉSUMÉ DES NOUVELLES ET DES QUESTIONS IMPORTANTES DE LA SEMAINE.

BUREAUX A PARIS, CHEZ HENRI GIRALDON, RUE DE SEINE, 46.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour les départ^s : 6 fr. par an.
Il paraît un numéro tous les Dimanches.

PRIX DES INSERTIONS : 75 centimes la ligne.
On ne reçoit que les lettres affranchies.

SOMMAIRE.

Situation. Quels doivent être les premiers actes du Gouvernement provisoire — Les républicains sensés et les ultra-républicains. — L'insurrection à Rouen et le communisme à Limoges. — Trois exclusions injustifiables. — *Assemblée nationale.* — La République proclamée devant le peuple. — Vérification des pouvoirs. — Annulation de l'élection du citoyen Schmidt. — Le bilan du Gouvernement provisoire et de tous les ministres du 24 février au 4 mai. — *Actes officiels ; arrêtés réglementaires* sur l'abolition de l'esclavage aux colonies. — Création d'ateliers nationaux. — *Bulletin de l'étranger.* Italie. — Insurrection à Cracovie. — Angleterre. — Conflit sanglant entre la jeune et la vieille Irlande. — *Nouvelles diverses.* Situation de la France. — *Bulletin de la Bourse.*

SITUATION.

Quels doivent être les premiers actes de l'Assemblée nationale ?

L'Assemblée nationale est réunie ; elle s'est constituée. Quelle sera la nature de ses premiers travaux ? Sur quoi se portera d'abord sa sollicitude ? Cette question est grave ; il importe de l'examiner.

Le premier acte de l'Assemblée nationale a été de vider la question de forme gouvernementale, et de proclamer, comme l'avait fait le Gouvernement provisoire, que la France est une république une et indivisible.

Le second doit être d'accepter la résignation des fonctions du Gouvernement provisoire, et de concentrer dans ses mains tous les pouvoirs, tant la puissance exécutive, que la puissance législative, jusqu'au jour où elle aura mis la dernière main à l'œuvre si importante de la constitution nouvelle.

Il faut que pendant ce long et difficile travail, l'Assemblée nationale ne relève que d'elle-même, que seule et d'une main ferme elle tienne les rênes du pouvoir, que seule elle ait l'initiative, que seule elle gouverne, et qu'il n'y ait rien au-dessus d'elle, rien qui puisse peser sur ses délibérations, contrôler sa marche, et fausser la volonté nationale dont elle est la complète et immédiate expression.

Elle devra donc avoir dans son sein autant de comités qu'elle voudra établir de départements ministériels. Ces départements pourront être au nombre de huit : la guerre, la marine, les affaires étrangères, les finances, l'intérieur, l'instruction publique, la justice, le travail.

Le ministère du travail comprendra ce qui était dans les attributions du ministère de l'agriculture et du commerce, et du ministère des travaux publics.

Chaque mois, les comités exécutifs, par l'organe de leurs présidents respectifs, rendront compte à l'Assemblée nationale de leur part de gestion des intérêts publics, et placeront les actes de leur administration sous le contrôle de l'Assemblée qui les sanctionnera ou les annulera.

Cette marche offrira un avantage immense dans la situation exceptionnelle où se trouve le pays : c'est qu'au lieu de présenter quelques hommes investis du pouvoir exécutif aux attaques et aux accusations passionnées des partis, au lieu de con-

centrer sur quelques têtes privilégiées toutes les récriminations, toutes les oppositions, toutes les haines justes ou injustes, l'Assemblée répartira cette immense responsabilité sur les neuf cents membres qui la composent ; et l'on sait qu'une responsabilité divisée est par cela même considérablement affaiblie ; par le fait elle se trouvera en quelque sorte éparpillée sur neuf cents têtes, et le poids pour chacune en deviendra léger.

Or, il est juste, il est indispensable qu'il en soit ainsi. En confirmant le Gouvernement provisoire actuel, ou en le remplaçant par un autre, l'Assemblée commettrait une faute irréparable, dont elle ne tarderait pas à se repentir, et qui porterait des fruits amers.

Les hommes qu'elle investirait du pouvoir exécutif, cédant bientôt à la pression extérieure, pèseraient à son tour sur elle ; sa liberté d'action ne serait plus entière, et la gravité de la situation serait centuplée.

Pour nous résumer, voilà les premiers actes que nous attendons du patriotisme et des lumières de l'Assemblée nationale :

1° Aussitôt après s'être constituée, placer la liberté de ses délibérations sous la protection exclusive et immédiate de la garde nationale de la Seine ; déclarer crime de haute trahison et punissable comme tel, tout acte attentatoire à cette liberté ;

2° Proclamer que le Gouvernement de la France est une république une et indivisible, régie par la constitution délibérée et votée par les représentants du peuple, soumise ensuite à la sanction de la nation tout entière ;

3° Créer dans son sein autant de comités exécutifs que de départements ministériels, et leur faire rendre un compte mensuel de leur administration ;

4° Nommer une commission du travail, chargée, de concert avec le ministre de ce département, d'arrêter et de proposer aux délibérations de l'Assemblée nationale un ensemble de mesures ayant pour objet l'amélioration immédiate du sort des travailleurs et la révision complète de la législation qui régit le travail.

Nous ajouterons que, pour éviter de se personnifier dans un homme qui assumerait sur sa tête individuelle la responsabilité qui doit être collective, il conviendrait que la présidence de l'Assemblée fût renouvelée chaque mois ; les vice-présidents et secrétaires seraient seuls élus pour toute la durée de la session, afin d'épargner à l'Assemblée la perte de temps résultant de plusieurs scrutins mensuels. La convention, qui se trouvait dans la situation exceptionnelle où est placée l'Assemblée nationale, a laissé sur ce point un précédent auquel nous croyons qu'il est prudent et utile de se conformer.

Les républicains sensés et les ultra-républicains.

La restauration a eu ses ultra-royalistes exagérés, fanatiques de légitimité, qui ont plus fait que l'opposition des quinze ans

pour amener la chute de la branche aînée. La République, à son tour, a ses ultra-républicains qui, si on n'y met ordre, compromettront son nom, paralyseront sa puissance, terniront sa gloire, fausseront sa marche et entraveront ses destinées.

C'est aux républicains sages, aux hommes qui ont à cœur le triomphe des véritables principes républicains, à se mettre en travers des sinistres projets de ces hommes et à combattre leurs fatales tendances.

Ecoutez-les ces hommes; ils font un incessant appel aux passions révolutionnaires, à l'énergie révolutionnaire; ils demandent des mesures révolutionnaires, une politique révolutionnaire. Ils se constituent en clubs révolutionnaires et se proclament les hommes nécessaires, indispensables de la situation.

De quel droit se disent-ils révolutionnaires? On est révolutionnaire quand on marche à une révolution, quand on appelle de ses vœux et de ses efforts, quand on travaille au renversement du gouvernement établi, à son remplacement par un gouvernement nouveau. Paris tout entier était révolutionnaire, quand, par l'attitude hostile du peuple et de la garde nationale, par l'attitude passive de l'armée, il répudiait la monarchie et brisait ou laissait choir un gouvernement immoral et corrompé.

C'étaient des révolutionnaires aussi que ces républicains intrépides et consciencieux qui, pendant dix-huit ans, ont conspiré la ruine de ce gouvernement. Mais la révolution une fois accomplie, la monarchie détruite et la République proclamée, il ne saurait y avoir de révolutionnaires que ceux qui voudraient une révolution nouvelle, qui, par conséquent, voudraient renverser la République, et lui substituer quelque chose qui ne serait pas elle. Quel est ce quelque chose? Est-ce la dictature d'un ou de plusieurs hommes, la domination par la terreur et l'échafaud de je ne sais quel comité de salut public? Serait-ce le renversement de l'organisation sociale actuelle, l'inauguration d'une organisation nouvelle, l'abolition de la propriété et de la famille, l'intronisation du communisme?

Que les hommes qui se disent révolutionnaires répondent; qu'ils disent nettement ce qu'ils veulent et où ils vont; que la société sache ce qu'on veut faire d'elle, où on veut la conduire; examen fait des projets présentés, des vues exposées, des théories soumises à l'épreuve de la discussion, elle aura à se déterminer; elle avisera. Mais qu'on n'espère pas procéder par surprise, ni prendre la citadelle sociale par escalade. La société veille; elle a les yeux ouverts sur les plans et les actes des ennemis qui la menacent; quoi qu'on fasse, elle fera bonne garde; elle ne se laissera pas surprendre, qu'on se le tienne pour dit.

Nous savons quelle est la devise des révolutionnaires; c'est celle de Danton, leur devancier : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace. » Mais les révolutionnaires s'abusent s'ils s'imaginent qu'on leur laissera le monopole de l'énergie et de la résolution. Il y a l'audace dans le bien, comme il y a l'audace dans le mal. Il y a dans le parti de l'ordre des âmes aussi fortement trempées que dans le parti de l'anarchie. Il y a dans la conscience de l'accomplissement d'un grand devoir, dans la volonté forte d'assurer le salut commun, une puissance que les révolutionnaires n'ont pas suffisamment appréciée, et qui déjouera bien des calculs pervers. Quand la force est unie au bon droit, quand les hommes de la liberté et de l'ordre sont prêts à accepter la bataille qu'on prétendrait leur livrer, la société peut dormir tranquille, pourvu que la vigilance de ses gardiens se tienne éveillée, que les abords de la place soient soigneusement gardés, et qu'au premier cri d'alerte, chacun se trouve à son poste.

L'insurrection à Rouen et le communisme à Limoges.

Deux faits d'une haute gravité ont signalé les derniers jours qui viennent de s'écouler, la répression, le refoulement de l'anarchie à Rouen, son triomphe à Limoges. Ces deux faits, par leur coïncidence, leur simultanéité, sont des effets d'une même cause, des éruptions d'un même mal, mal invétéré, profond, auquel il faut appliquer un remède prompt, énergique, efficace, si l'on ne veut le voir étendre indéfiniment ses ravages.

Que voulaient les insurgés de Rouen? Ils ne l'ont point dit, parce qu'ils ont échoué, et qu'ils n'ont pu donner à leurs projets un commencement de réalisation. Mais les événements de Limoges ont parlé; leur réponse est catégorique, explicite; le sens en est clair; il n'est point permis de s'y méprendre. Le communisme règne à Limoges. Il régnerait à Rouen, si à Rouen la société menacée s'était laissée surprendre, si, attaquée, elle s'était laissée vaincre. Loin de là, elle a veillé, elle a vaincu; elle a refoulé le communisme dans les ténèbres de ses conciliabules; elle lui a interdit le pavé de la rue, la lutte en plein soleil.

A Limoges, grâce à un concours inouï de circonstances fatales, à la connivence, à la trahison des gardiens auxquels la société s'était confiée, à l'égarement d'une portion de cette société trahie, aux manœuvres de quelques ambitieux de bas étage, la société a capitulé; elle s'est rendue à ses ennemis avec armes et bagages, à ses ennemis surpris de leur succès, embarrassés de leur victoire, et ne sachant trop quel usage en faire.

Car enfin, la société telle que six mille ans l'ont faite, est assise sur deux fondements indestructibles, qu'il n'est donné à personne d'entamer; ces fondements sont la famille et la propriété. Les insurgés de Limoges ont beau inscrire le mot *communisme* sur leur bannière, ils ne sont pas plus communistes que les gardes nationaux qu'ils ont désarmés. Chacun d'eux a une famille qu'il ne veut assurément pas laisser dissoudre; et tous possèdent quelque chose, ne fût-ce que leurs vêtements, leurs outils et leurs bras, et ils n'entendent pas en être dépossédés.

Ici-bas, ce sont les choses qui importent; les noms n'y font rien. Nous n'entendons pas dire qu'à Limoges il ait été nommé une commission pour l'organisation de la communauté dans le travail, et de la répartition de ses produits. En revanche il a été fait des arrêtés pour empêcher le pillage. Le respect de la propriété est le premier objet auquel il eût été pourvu.

Comment expliquer ce résultat étrange d'un triomphe consommé par le guet-apens et la violence? C'est que les instincts sociaux, les lois éternelles qui régissent les sociétés ne changent pas au gré des théoriciens ou des ambitieux.

Les révoltés de Limoges ne sont pas des malfaiteurs qui, après avoir fait leur coup, se proposent de disparaître avec le fruit de leurs déprédations.

Où iraient-ils? Comment finiraient-ils? Il leur faudrait passer sur le corps des populations qui les entourent, et cette idée est absurde. Ce sont des hommes simples que des fanatiques ou des pervers ont égaré; ce sont des révolutionnaires qui se sont rués sur l'ordre social sans trop savoir pourquoi, et uniquement parce que c'était l'ennemi qu'on désignait à leur hostilité.

Que vont faire leurs chefs, les hommes qui les ont poussés à cette entreprise insensée? Vont-ils ordonner le partage des capitaux, des maisons et des terres? Mais ce serait la spoliation et le vol; et les insurgés de Limoges ne sont pas des voleurs. Vont-ils mettre toutes les valeurs, tous les biens en commun, et organiser le système égalitaire des ateliers nationaux de M. Louis Blanc? Mais les ouvriers de Limoges n'ont pas entendu

le moins du monde abdiquer leur liberté d'action, leur personnalité, leur valeur individuelle : ils ne consentiront pas à n'être que les anneaux d'une chaîne, que les chiffres d'un total, que les agents passifs d'une impulsion partie d'où que ce soit. De personnes qu'ils sont, ils ne se résigneraient pas à n'être que des choses.

Le mouvement de Limoges a avorté dès le début, parce que c'était une voie sans issue, une impasse révolutionnaire, et voilà tout. Il y a quelque chose de plus fort que les volontés, c'est la raison des choses; c'est la logique inexorable des nécessités sociales et humanitaires. Devant cet obstacle, les théories et la violence viennent se briser.

Mais si l'effet de ces éruptions désordonnées se trouve ainsi annulé par l'impossible et l'absurde, la cause n'en est pas moins grave et n'en mérite pas moins un sérieux examen. Elle est tout d'abord dans la manière inique et cruelle dont fonctionne dans nos sociétés modernes un principe salubre et bon en lui-même, mais vicié dans son application : la concurrence industrielle. Elle est aussi dans cet inexplicable oubli, cette étrange lacune des législations humaines, qui, en énumérant toutes les natures de propriété placées sous la garantie et la protection sociale, n'en ont omis qu'une seule : l'existence même de l'homme; qui, dans le catalogue des droits du genre humain, n'ont pas compris le plus essentiel, le premier de tous : le droit de vivre.

Grâce à cette monstrueuse lacune dans le code des nations, les hommes ne sont frères que de nom, cette fraternité est dérisoire et mensongère; il est défendu de soustraire un épi au champ de son voisin; il ne l'est pas de laisser mourir son semblable de faim et de misère. Il est défendu d'attenter à la vie humaine par action; il ne l'est pas d'y attenter par omission.

Cette lacune que nous signalons est moins grave dans les localités restreintes où toutes les familles n'en forment pour ainsi dire qu'une seule, où tous se connaissent; mais elle se manifeste dans sa plus hideuse expression, dans ces grands centres où les populations s'agglomèrent, où nul lien, si ce n'est celui d'intérêts discordants, ne rattache l'homme à l'homme, où la solidarité humaine est inconnue, où la subsistance de l'homme, toujours à la merci des chances incertaines de l'offre et de la demande de la main-d'œuvre, n'a d'autre garantie suprême que la charité individuelle qui trop souvent lui fait défaut, et la voix de la religion, qui n'est que rarement entendue.

Comblez cette lacune dans la mise en action du système social, sans porter atteinte à la liberté de l'homme et des transactions, tel est le problème à résoudre; nous nous appliquerons à chercher cette solution; nous ne désespérons pas de la trouver.

Trois exclusions injustifiables.

Il y a trois hommes parlementaires au premier chef que l'on s'étonne de ne pas trouver dans l'Assemblée nationale, où leur absence laisse un vide qu'il sera difficile de remplir. Ces hommes sont MM. Thiers, de Girardin et de Genoude.

Leurs lumières et leur expérience politique sont incontestables; ils ont pris une large part au mouvement des affaires depuis dix-huit ans; leur capacité est hors ligne; on ne concevrait pas que le pays se privât volontairement de leur concours.

En parlant ainsi, nous ne sommes que justes; aucun sentiment de partialité ne nous dirige. Mais nous pensons qu'à des titres divers ces trois hommes politiques ne peuvent, sans dommage pour la chose publique, être absents d'une Assemblée qui va faire une constitution nouvelle. Qui mieux que M. de Girardin et M. Thiers, est initié aux complications du mécanisme administratif? Qui a étudié de plus près les ressorts et la force motrice des gouvernements? Qui, plus que M. de Genoude, est en droit de poser les principes véritables d'une grande organisation politique, principes qui ont fait l'étude de toute sa vie et

qu'il a développés pendant dix-huit ans avec un talent et une persévérance infatigables.

N'est-il pas le véritable père du suffrage universel, défendu et popularisé par lui sous le feu roulant des amendes et des réquisitoires?

Un grand nombre d'élections multiples va nécessiter dans plusieurs départements une nouvelle convocation des électeurs. Il serait utile de profiter de cette circonstance pour réparer l'omission que nous venons de signaler, et porter à l'Assemblée nationale MM. Thiers, de Girardin et de Genoude. Il est bon que de tels ouvriers prennent part à la construction de l'édifice constitutionnel que va élever l'Assemblée nationale; cet édifice ne saurait qu'y gagner en solidité, en harmonie et en durée. Nous espérons que cet appel sera entendu.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

SEANCE D'OUVERTURE.

Dès dix heures du matin, la place du palais de l'Assemblée nationale, le pont de la Concorde, les quais étaient encombrés d'une foule compacte. La 10^e légion de la garde nationale, chargée de ce service extraordinaire, déployait le plus grand dévouement et maintenait l'ordre partout. A onze heures et demie, le général Conrtais et son état-major, escortés par un détachement de dragons, arrivait des Tuileries au palais de l'Assemblée.

A midi un quart, on compte environ quatre cents membres présents. Presque tous les représentants se tiennent dans le grand couloir qui, dans la nouvelle salle, remplace l'hémicycle. Les tribunes sont au complet. On y voit beaucoup de dames. Au fond de la salle, là où règnent deux rangs de tribunes, on remarque au deuxième rang des délégués des clubs d'ouvriers. Ces citoyens ont passé une partie de la nuit sur la place du Palais.

M. Lacordaire entre et monte rapidement au dernier banc de la seconde travée de gauche. L'honorable représentant est en costume de dominicain et devient l'objet de l'attention générale. M. l'évêque d'Orléans prend place à côté de M. Lacordaire. M. de Montalembert s'entretient avec eux.

Le plus grand nombre des représentants est en habit noir; on voit beaucoup de gilets blancs, mais pas un costume n'affecte, même de loin, la forme prescrite par le décret du Gouvernement provisoire.

A une heure moins un quart, 600 membres au moins sont réunis. Les membres les plus jeunes de l'Assemblée remplissent provisoirement les fonctions de secrétaires, MM. Fresneau, Astoin, Lagrevol, Ferrouillat, Gambon, Avond montent à leurs places. M. Audry de Puyraveau, doyen d'âge, se tient debout derrière le fauteuil du président.

La physionomie de l'Assemblée est plus animée que sérieuse.

A une heure un quart, un huissier ouvre les deux battants des portes placées à gauche et à droite de l'estrade. M. Audry de Puyraveau s'assied au fauteuil.

Les membres du corps diplomatique, parmi lesquels on remarque lord Normanby en habit de ville et le ministre de la république de l'Equateur en costume, prennent place dans leur tribune.

Sur l'invitation des huissiers, les membres de l'Assemblée prennent leurs places. M. Béranger s'assied au second banc de l'extrême droite; M. de La Rochejacquelein est un peu plus haut.

Les bancs du côté gauche sont presque entièrement garnis; ceux de la droite présentent un grand nombre de vides. Des deux côtés, vers le milieu de la salle, nous remarquons deux groupes composés principalement d'anciens députés. A gauche,

ce sont MM. Dufaure, Vivien, Luneau, Quinette, de Courcelles, Jules et Ferdinand de Lasteyrie, Grandin, Boudet, Deslongrais. A droite, autour de M. Odilon Barrot, siègent MM. Duvergier de Hauranne, Léon de Malleville, Baroche, Dupin, Demesnay, Berger.

A ce moment, un grand tumulte s'élève à la porte de gauche. M. Château-Renaud, récemment nommé gouverneur du palais de l'Assemblée, s'oppose à ce que les officiers de la garde nationale et de la ligne entrent armés dans la chambre. Sur quelques observations faites par les officiers, M. Château-Renaud s'écrie : « Vous me passerez plutôt sur le corps. »

Cet incident cause une assez vive émotion. On referme les portes.

Le canon tonne et annonce l'arrivée du Gouvernement provisoire. Les difficultés recommencent à la porte de gauche. Un nombre considérable d'officiers se tiennent à l'entrée et semblent parlementer avec le commandant du palais et les huis-siers.

A une heure quinze minutes, le bureau descend pour aller recevoir le Gouvernement provisoire.

M. Causidière, en costume de représentant du peuple, chapeau bas de forme, gilet et habit à larges revers, se présente en ce moment dans la salle.

Le tambour bat aux champs.

Le Gouvernement provisoire entre. Les députés et les tribunes crient : *Vive la République ! Vive le Gouvernement provisoire !* M. Dupont (de l'Eure) est soutenu par MM. Louis Blanc et Lamartine. Viennent ensuite MM. Ledru-Rollin, Flocon, Albert, Bethmont, Marrast, Arago, Marie, Garnier-Pagès et Pagnerre.

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est ouverte. La parole est à M. le président du Gouvernement provisoire.

Les membres du Gouvernement viennent se placer au pied de la tribune.

M. Dupont (de l'Eure), à la tribune, prononce le discours suivant :

« Citoyens représentants du peuple,

« Le Gouvernement provisoire de la République vient s'incliner devant la nation, et rendre un hommage éclatant au pouvoir suprême dont vous êtes investis.

« Elus du peuple ! soyez les bienvenus dans la grande capitale, où votre présence fait naître un sentiment de bonheur et d'espérance qui ne sera pas trompé.

« Dépositaires de la souveraineté nationale, vous allez fonder nos institutions nouvelles sur les larges bases de la démocratie, et donner à la France la seule Constitution qui puisse lui convenir, une Constitution républicaine. » (Explosion de bravos. L'orateur est interrompu par les cris de *Vive la République !* qui éclatent dans toutes les parties de la salle et au dehors, et auxquels se mêlent ceux de *Vive le Gouvernement provisoire ! Vive Lamartine !*)

« Mais, après avoir proclamé la grande foi politique qui va constituer définitivement le pays, comme nous, citoyens représentants, vous vous occuperez de régler l'action possible et efficace du Gouvernement dans les rapports que la nécessité du travail établit entre tous les citoyens, et qui doivent avoir pour bases les saines lois de la justice et de la fraternité.

« Enfin, le moment est arrivé pour le Gouvernement provisoire de déposer entre vos mains le pouvoir illimité dont la révolution l'avait investi. Vous savez si, pour nous, cette dictature a été autre chose qu'une puissance morale, au milieu des circonstances difficiles que nous avons traversées.

« Fidèles à notre origine et à nos convictions personnelles, nous n'avons pas hésité à proclamer la République naissante de février.

« Aujourd'hui nous inaugurons les travaux de l'Assemblée nationale à ce cri qui doit toujours la rallier : *Vive la République !* »

Ces dernières paroles sont suivies de nouveaux cris de *Vive la République !*

M. le président du Gouvernement provisoire et ses collègues retournent à leur banc.

M. Crémieux, ministre de la justice :

« Citoyens représentants du peuple, au nom du Gouvernement provisoire, vos travaux sont ouverts. L'Assemblée nationale les commence aujourd'hui. J'invite M. le président à vouloir bien engager les membres de l'Assemblée à se retirer dans les bureaux pour la vérification des pouvoirs. »

M. AUDRY DE PUYRAVEAU, doyen d'âge. — J'invite les citoyens membres de l'Assemblée à se retirer dans les bureaux pour la vérification des pouvoirs.

UNE VOIX (du fond de la salle). — Nous ne connaissons pas nos bureaux.

M. LE PRÉSIDENT. — A la porte de chaque bureau est affichée la liste des membres qui les composent.

Les députés se retirent dans leurs bureaux aux cris de : *Vive la République !* poussés par les tribunes. Il est une heure 55 minutes.

La séance reste suspendue pendant deux heures :

A trois heures et demie la séance est reprise, et l'Assemblée procède à la vérification des pouvoirs de ses membres. Un grand nombre d'élections sont validées.

M. le général Courtais se dirige vers la tribune.

PLUSIEURS VOIX. — Non ! non ! la continuation des rapports, après les rapports !

M. LE GÉNÉRAL COURTAIS. — Je n'ai que quelques mots à dire, et ces mots vous allez voir quelle est leur portée.

Je demande que les membres du Gouvernement provisoire se présentent à l'instant sur le péristyle du palais ; je demande que les membres de l'Assemblée nationale veuillent bien les accompagner, et que, tous, ils se montrent à la population serrés les uns contre les autres, unanimes dans la même pensée, le même sentiment comme ils viennent de l'être dans cette enceinte.

QUELQUES VOIX. — Non ! non ! la continuation des rapports.

Une vive agitation règne dans l'Assemblée, beaucoup de membres se disposent à quitter leurs places.

UN MEMBRE. — A la tribune.

L'héroïque population de Paris vous fait demander par le commandant général de sa garde nationale de venir proclamer devant elle la République ; allons tous, tous, proclamer la République à la face du soleil et du peuple héroïque de Paris.

Toute l'Assemblée se lève, et, précédée des membres du Gouvernement provisoire, sort de la salle.

Bientôt après on entend des acclamations du dehors auxquelles se mêlent les détonations d'une salve d'artillerie. La République est proclamée sur le péristyle du palais par les membres du Gouvernement et de l'Assemblée.

Vingt minutes après, la séance est reprise.

Pendant quelques instants, aucun rapporteur ne se présente pour monter à la tribune.

M. LE PRÉSIDENT propose de renvoyer la séance à demain midi. (Oui ! oui !)

La séance est levée aux cris de : *Vive la République !*

Dans sa séance, l'Assemblée, après avoir continué la vérification des pouvoirs, a procédé à la nomination de son président. M. Buchez a été nommé président à la majorité de 589 voix.

En prenant possession du fauteuil, il a prononcé le discours suivant :

« Citoyens,

« Je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait. Cependant j'accepte cet honneur comme un devoir; j'espère que vous me le rendrez facile. Jamais, en effet, dans aucune assemblée, il n'y a eu une plus grande autorité que dans celle-ci. Vous avez été élus par des millions de suffrages; vous représentez ici l'unité de la France; vous avez manifesté avec unanimité sa volonté pleine et entière. Ainsi, hier, vous avez dix-sept fois salué par vos acclamations la République démocratique. (Bravo! bravo!) Je le constate ici, citoyens, je le constate, parce que c'est un engagement que nous avons pris avec l'avenir. (Oui! oui! — Très-bien!) Nous nous sommes engagés, nous qui sommes les élus de tous, nous nous sommes engagés à nous occuper de tous (Bravo! bravo!), et particulièrement de cette classe, de cette portion pauvre, malheureuse de la population, dont jamais personne ne s'était occupé. (Vif assentiment.)

Nous ne ferons pas comme le pouvoir déchu; nous ne fermerons pas les yeux; nous n'ajournerons pas les questions... (Non! non!) Toutes ces questions peuvent être résolues; elles le seront sans doute avec la maturité, la sagesse et l'expérience d'hommes qui représentent une grande nation (Bravo!); d'hommes qui représentent une nation qui a toujours été sage dans ses œuvres, lente à agir, mais agissant toujours d'une manière déterminée, positive et complète (Applaudissements prolongés.)

« Il me reste à vous prier de voter des remerciements à notre honorable et respectable président d'âge, dont je serre la main, ainsi qu'au bureau provisoire que nous venons de remplacer. (Approbation générale.)

« Attendu l'installation du bureau, l'Assemblée nationale est définitivement constituée. *Vive la République!* (L'Assemblée tout entière se lève, et répète à plusieurs reprises, *Vive la République!*)

L'Assemblée a nommé ensuite les vice-présidents : ce sont les citoyens :

Recurt.	638 suffrages.
Cavaignac.	575
Corbon.	397
Guinard.	378
Cormenin.	319
Sénard.	318

Ont ensuite été élus secrétaires : les citoyens

Degousée.	459 suffrages.
Bureau de Puzy.	358
Général Négrier.	296

Dans sa séance d'hier samedi, l'Assemblée nationale a entendu le rapport de l'élection du citoyen Schmidt, élu comme ouvrier, représentant de Paris, et qui s'est trouvé être un ancien fonctionnaire de l'administration sous Louis-Philippe. L'assemblée a annulé l'élection. M. Berryer a proposé alors que le candidat qui a obtenu le plus de voix après le citoyen Schmidt, fût proclamé député de la Seine; M. Flocon a demandé qu'il fût fait un nouvel appel aux électeurs; cette dernière proposition a été adoptée. En conséquence, les électeurs de la Seine devront procéder à la nomination d'un nouveau représentant en remplacement du député exclu.

Cet incident vidé, M. Lamartine a lu au nom du Gouvernement provisoire, l'exposé de la conduite et des actes de ce Gouvernement du 24 février au 4 mai. Puis, chacun des ministres a présenté l'exposé des actes de son administration dans le même intervalle.

M. Louis Blanc a entrepris la justification de la marche qu'il a suivie dans la question si grave de l'organisation du travail;

et a déclaré vouloir persister dans la même ligne de conduite. Nous examinerons son discours dans notre prochain numéro.

LE BANC DES QUATRE.

Les places prises dans l'Assemblée par quatre membres du Gouvernement provisoire, leur attitude dans la séance ont frappé tous les esprits sérieux.

Ils occupaient le premier rang de l'extrême gauche, et ce banc semblait coupé tout exprès pour les séparer de la majorité du Gouvernement provisoire. Ils étaient assis dans l'ordre suivant : MM. Louis Blanc, Ledru-Rollin, Flocon et Albert; derrière eux, M. le général Courtais avait choisi sa place et s'entretenait fréquemment avec eux.

Cette position, prise par ces quatre représentants, indique au moins de la franchise, sinon une adroite politique.

Quelles que soient leurs espérances, n'est-il pas à craindre pour eux que les représentants du peuple ne ratifient cette sorte de séparation qu'ils ont acceptée, et ne les obligent à chercher sur un autre point de la chambre un autre banc de quatre places?

Pour nous, le principal danger de la situation se trouve dans ce groupe de l'extrême gauche : c'est sur l'horizon politique le point noir qui présage et porte la tempête, et nous ne désertions point notre mission tant que ce péril ne sera pas écarté.

(Assemblée nationale.)

ACTES OFFICIELS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Au nom du peuple français.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que l'esclavage est un attentat contre la dignité humaine;

Qu'en détruisant le libre arbitre de l'homme il supprime le principe naturel du droit et du devoir;

Qu'il est une violation flagrante du dogme républicain : Liberté, Égalité, Fraternité.

Considérant que si des mesures effectives ne suivaient pas de très-près la proclamation déjà faite du principe de l'abolition, il en pourrait résulter dans les colonies les plus déplorables désordres;

Décète :

Art. 1^{er}. L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises, deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elles. A partir de la promulgation du présent décret dans les colonies, tout châtiment corporel, toute vente de personnes non libres, seront absolument interdits.

Art. 2. Le système d'engagement à temps établi au Sénégal est supprimé.

Art. 3. Les gouverneurs ou commissaires généraux de la République sont chargés d'appliquer l'ensemble des mesures propres à assurer la liberté à la Martinique, à la Guadeloupe et dépendances, à l'île de la Réunion, à la Guyane, au Sénégal et autres établissements français de la côte occidentale d'Afrique, à l'île Mayotte et dépendances, et en Algérie.

Art. 4. Sont amnistiés les anciens esclaves condamnés à des peines afflictives ou correctionnelles, qui pour des personnes libres, n'auraient point entraîné de châtiment. Sont rappelés les individus déportés par mesures administrative.

Art. 5. L'Assemblée nationale réglera la quotité de l'indemnité qui devra être accordée aux colons.

Art. 6. Les colonies, purifiées de la servitude, et les possessions de l'Inde, seront représentées à l'Assemblée nationale.

Art. 7. Le principe que le sol de la France affranchit l'esclavage qui le touche, est appliqué aux colonies et possessions de la République.

Art. 8. A l'avenir, même en pays étranger, il est interdit à tout Français de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves, et de participer, soit directement, à tout trafic ou exploitation de ce genre. Tout infraction à ces dispositions entraînera la perte de la qualité de citoyen français.

Néanmoins qui se trouveront atteints par ces prohibitions, au moment de la promulgation du présent décret, auront un délai de trois ans pour s'y conformer. Ceux qui deviendront possesseur d'esclaves en pays étrangers, par héritage, don ou mariage, devront, sous la même peine, les affranchir ou les aliéner dans le même délai, à partir du jour où leur possession aura commencé.

Art. 9. Le ministre de la marine et des colonies, et le ministre de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil du Gouvernement, le 27 avril 1848.

A la suite de ce rapport, le *Moniteur* publie une série de décrets qui se rattachent à l'abolition de l'esclavage dans les colonies.

Ces décrets ordonnent :

La fondation d'hospices pour les vieillards infirmes et abandonnés; de fermes agricoles pour les orphelins, de crèches et de salles d'asile pour les enfants.

Deux écoles élémentaires gratuites sont établies dans chaque commune, l'une pour les filles, l'autre pour les garçons. Les parents sont tenus d'y envoyer leurs enfants, sous la sanction de la loi pénale.

Une école normale des arts et métiers sera établie dans chaque colonie.

Un lycée destiné à porter dans les Antilles l'enseignement secondaire sera fondé à la Guadeloupe sans préjudice des collèges communaux qui pourront être établis ailleurs.

Une institution de degré supérieur sera établie à la Martinique pour les jeunes filles.

Des jurys cantonaux sont établis dans chaque chef-lieu de canton; ils seront tirés au sort, moitié parmi les propriétaires et industriels, moitié parmi les travailleurs.

Le jury conciliera ou jugera, sans frais, toute contestation sur l'exécution des engagements; il connaîtra également des délits de désordre, de coalition. Il sera renouvelé par tiers tous les mois.

Les jurés auront droit à une indemnité de 2 francs par chaque jour de séance.

Des ateliers nationaux seront institués pour les individus manquant de travail; des ateliers de discipline pour les mendiants et les vagabonds.

L'institution des caisses d'épargne est étendue aux colonies.

Il sera procédé à une nouvelle répartition de l'impôt personnel; le contribuable pourra payer cet impôt par trois journées de travail.

Chaque année, il sera célébré une fête du Travail. Un prix de 200 francs ou trente ares de terres arable sera concédé au travailleur qui se sera le plus distingué par sa bonne conduite.

Le régime hypothécaire est modifié.

Le nombre des représentants du peuple à l'Assemblée nationale sera de trois pour la Martinique, trois pour la Guadeloupe, un pour la Guyane, trois pour l'île de la Réunion, un pour le Sénégal et dépendances, un pour les établissements français de l'Inde.

Les colonies pourront nommer des représentants suppléants

au nombre de deux pour la Martinique, deux pour la Guadeloupe, un pour la Guyane, deux pour l'île de la Réunion, un pour le Sénégal, un pour l'Inde.

Ils ne siégeront qu'en l'absence des titulaires et recevront, dans ce cas seul, l'indemnité allouée à ceux-ci par le décret du 5 mars.

Les élections auront lieu dans le plus bref délai possible après la libération générale des esclaves, devenus citoyens français.

L'époque de la convocation des assemblées électorales sera fixée par les commissaires généraux du Gouvernement.

Les conseils coloniaux sont supprimés.

La presse est libre.

Les dispositions qui régissent en France le recrutement de l'armée, l'inscription maritime et la garde nationale sont appliquées aux colonies.

Le gouvernement provisoire décrète :

Art. 1^{er}. Amnistie est accordée :

1^o A tous les individus compris dans les poursuites commencées à raison des troubles qui ont eu lieu à Valence les 3, 4 et 14 avril dernier ;

2^o A tous les individus compris dans les poursuites commencées à raison des troubles qui ont eu lieu à Amiens.

Art. 2. Toutes procédures commencées sont abolies.

Art. 3. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en séance du gouvernement provisoire, le 5 mai 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Par arrêté du ministre de la marine, en date des 27 avril et 5 mai, ont été nommés commissaires généraux de la République :

A la Martinique, le citoyen Perrinon ;

A la Guadeloupe, le citoyen Gatine ;

A la Réunion, le citoyen Sarda Garriga ;

Directeurs de l'intérieur :

A la Guadeloupe, le citoyen Boitel ;

A l'île de la Réunion, le citoyen Bruaet.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — LOMBARDIE. — La *Gazette de Milan* publie le bulletin suivant, du quartier général de Valeggio, le 27 avril :

« L'armée est en mouvement pour se porter sur l'Adige. Hier, le général Broglia, informé qu'un corps d'infanterie et de hussards autrichiens se trouvait près de Villafranca, s'avance immédiatement avec un bataillon de la brigade de Savoie sous les ordres du major Saxel, et un escadron de cavalerie de Novara.

« Les Autrichiens opérèrent leur retraite en bon ordre jusqu'à Somma-Campagna; mais là, atteints par nos troupes, ils furent dispersés et mis en pleine déroute. Ils ont eu 9 hommes blessés; nous leur avons fait 24 prisonniers, dont deux cavaliers.

« Demain, le quartier-général sera à Somma-Campagna à 7 lieues et demie de Vérone. »

La gravité de la situation a fini, à ce qu'il paraît, par ouvrir les yeux à tout le monde. Le gouvernement provisoire fait, dans la *Gazette de Milan* du 27 avril, un appel au bon sens et au patriotisme des Lombards.

Dernières nouvelles de Ponté. 27 avril. — La division arrivée à Villafranca a appris que l'ennemi était à peu de distance. Un bataillon de Savoie (1^{er} régiment) est parti pour les charger avec 40 volontaires de Parme. L'ennemi ayant été rencontré à une demi-portée de fusil, le feu a été ouvert des deux côtés. L'ennemi s'est retiré, mais en se battant, du côté de

Somma Campagna, et il s'est replié sur ses avant-postes dans les environs de Vérone. Le terrain a permis à la cavalerie de charger, ce qui a décidé la retraite des Autrichiens. Les troupes sont rentrées à Villafranca, ramenant 24 prisonniers du régiment Reivinger. L'ennemi a eu beaucoup de blessés et 9 morts. (*Resorgimento de Turin.*)

— Une lettre écrite par un officier de l'armée italienne, en date, à Somma-Campagna, du 29 avril, donne les détails suivants : La brigade Pinarolo, qui forme l'extrême gauche du 2^e corps d'armée, occupe le village de Cavalcasetti, sur la route de Peschiera à Vérone. La brigade piémontaise a occupé Facengo, sur le lac de Garda. La brigade de Savoie est arrivée à Santa-Guislena, au delà de la route postale qui réunit Peschiera à Vérone. La brigade de Savoie et de Parme est au village de Sandra; elle tâche, avec sa gauche, de rejoindre la droite de la colonne du Piémont. L'artillerie de ce corps d'armée occupera naturellement la position la plus propre à soutenir l'infanterie. La cavalerie Royal-Piémont et Novarre doit occuper Castel-Nuovo, sur la route postale, entre Peschiera et Vérone, et elle se rapprochera de Santa-Guislena. Le quartier général de ce corps d'armée (Sonnaz) est à San-Giorgio, à Salia; le petit parc, à Oliosi. Le 1^{er} corps d'armée a occupé d'autres positions touchant à Lona, Somma-Campagna, Custoza et Villafranca. Les 600 Napolitains garderont le pont de Goito. L'équipage des ponts est à Pallianzi; le grand parc, à Pozzolenzo, et le quartier général, avec les bataillons des gardes, à Somma-Campagna. (*Idem.*)

MILAN, 29 avril. — Nous avons vu avec plaisir le gouvernement accepter l'offre de secours de 2,000 carabiniers vaudois : il acceptera sans doute aussi le secours de 8 à 9,000 carabiniers suisses tous prêts à descendre dans les campagnes où va se décider le sort de l'Italie. Ce concours des Suisses est un éclatant exemple de la fraternité des peuples. (*Voce del popolo.*)

TROUBLES A CRACOVIE.

On lit dans la *Gazette universelle allemande*, sous la date de Cracovie, le 27 avril :

« Hier le commandant en chef, comte de Castiglione, à la tête des généraux, exhortait le peuple à la tranquillité, quand il reçut au visage trois coups de feu tirés des fenêtres. En ce moment le général Moltke a pris le commandement et a fait faire feu. La boucherie a été terrible; la ville a été bombardée pendant trois heures, jusqu'à ce que des parlementaires vinssent et demandassent grâce.

« La ville a capitulé; les insurgés et les émigrés polonais, dont le plus grand nombre étaient restés sur la place, ont déposé les armes et se sont enfuis de la ville. La vie du comte Castiglione n'est pas en danger. Les troupes ont dix tués et quarante blessés. La tranquillité est rétablie.

« Suivant une version de la *Gazette de Breslau*, le combat entre les troupes et le peuple a été occasionné par le refus du gouvernement de permettre de séjourner dans la ville aux émigrés polonais qui ne sont pas natifs de Cracovie. Des barricades ont été élevées, la ville bombardée, et l'on aurait même lancé du fort plusieurs bombes incendiaires. Enfin la tranquillité a été rétablie, après que les émigrés se sont retirés volontairement. Le général Castiglione a été blessé. »

ALLEMAGNE. — PROJET DE CONSTITUTION DE L'EMPIRE GERMANIQUE.

On lit dans le *Journal de Francfort* :

Projet de la loi fondamentale de l'empire d'Allemagne.

« Nous nous empressons de porter à la connaissance de nos lecteurs le projet de la loi fondamentale de l'empire d'Allemagne, tel qu'il a été présenté à la diète germanique le 26 avril, par les dix-sept membres adjoints à cette haute assemblée. »

La longueur de ce document ne nous permet pas de le donner à nos lecteurs.

ANGLETERRE. — Le 1^{er} mai, le lord-lieutenant d'Irlande a publié une proclamation pour interdire la réunion d'un conseil de 500 personnes qui devait avoir lieu à Dublin, ainsi que l'enrôlement d'une garde nationale.

Cette proclamation a produit une sensation très-vive, mais il est probable qu'on y obéira.

Des troubles sérieux ont éclaté à Limerick samedi soir. M. Mitchell, qui a si souvent diffamé la mémoire de M. O'Connell, ayant été invité à la réunion de la Jeune-Irlande dans le Saarsfield-Club, les hommes de la Vieille-Irlande ont attaqué subitement à coups de pierres les membres du club, dont un grand nombre étant armés, ont riposté par des coups de feu, et un homme est tombé percé d'une balle.

La ville a été déclarée en état de siège samedi soir; M. O'Brien a été blessé; l'effigie de M. Mitchell a été brûlée dans les rues, et les hommes de la Vieille-Irlande ont tenté de brûler sa maison, dans laquelle se tenait un meeting. Un effroyable tumulte a eu lieu. Les troupes et les soldats de la police l'ont apaisé. MM. S. O'Brien et Meaghey ont déclaré qu'ils se retireraient dans le sein de la vie privée.

NOUVELLES DIVERSES.

M. Payen, membre à l'Assemblée nationale, vient d'adresser une lettre à M. le ministre des affaires étrangères par laquelle il donne sa démission de chef du cabinet.

— La malle de Bordeaux n'a apporté ce matin à Paris ni correspondances ni journal de Madrid.

— Vendredi, à midi, a été célébré, dans la chapelle des Invalides, le service funèbre pour l'anniversaire de la mort de Napoléon. On remarquait dans une tribune l'ex-roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte. Le général Molitor, gouverneur des Invalides, et le général Petit assistaient à la cérémonie avec une grande partie des invalides et des députations de l'armée, de la garde nationale, de la garde mobile et des différentes écoles militaires. Un grand nombre de vétérans de l'armée impériale étaient présents en uniforme. A une heure, les différentes députations, musique en tête, sont sorties de l'hôtel des Invalides et se sont rendues à la colonne Vendôme, qu'elles ont entourée. Un discours a été prononcé par un ancien officier et a été suivi des cris de *Vive la République!*

CHEMINS DE FER. — Un accident est arrivé hier au chemin de fer du Nord. Le convoi parti à neuf heures et demie de Paris a accroché, à Herblay, un wagon de sable qui se trouvait sur une voie de garage; il en est résulté le déraillement de trois wagons. Trois voyageurs ont été blessés et quatre contusionnés. L'ingénieur de la compagnie, qui se trouvait dans le train, a envoyé chercher à Pontoise des voitures de rechange, et après un retard d'une heure environ, tous les voyageurs ont pu continuer leur route, à l'exception de l'un des blessés qui a été ramené à Paris.

— Le ministre de la marine et des colonies a reçu du préfet maritime de Rochefort l'avis de la mise à l'eau du vaisseau de 90 canons le *Duquesclin*. Cette opération a eu lieu le 5 mai avec un plein succès.

La corvette à vapeur de 320 chevaux, le *Coëbert*, a également été mise à l'eau le 5 de ce mois, à Cherbourg, sans aucun accident.

— Une commission de locataires, commerçants et industriels ayant sollicité plusieurs fois du gouvernement provisoire des mesures conciliatrices qui, tout en sauvegardant les droits de la propriété, pussent venir en aide à la position difficile que les circonstances ont faite à cette classe de locataires, le citoyen

maire de Paris a décidé qu'une commission mixte, composée de trois délégués des commerçants et industriels locataires et de trois délégués des propriétaires, se réunirait à l'hôtel de ville pour conférer sur les intérêts des uns et des autres.

Par suite de cette décision, les délégués des commerçants et industriels locataires se sont adressés à une réunion de propriétaires, assemblés salle Saint-Jean, le 29 avril dernier, et parmi lesquels trois membres ont été désignés.

La commission mixte des propriétaires et des locataires a été entendue par le citoyen maire de Paris, et il a été décidé, sous sa présidence, ce qui suit :

Considérant

Que les circonstances où se trouvent le commerce et l'industrie sont exceptionnelles;

Que la plupart des commerçants et industriels locataires qui n'ont pas payé jusqu'à ce jour se trouvent réellement dans l'impossibilité matérielle de le faire;

Qu'il est de l'intérêt général de ne point exposer par des poursuites les commerçants et industriels locataires à la suspension de leurs affaires, ce qui réagirait d'une manière fâcheuse sur le sort des travailleurs;

Que l'ordre et la fraternité conseillent également des mesures de conciliation;

1° Les propriétaires sont invités à suspendre jusqu'au 1^{er} juillet prochain toutes poursuites contre leurs locataires commerçants et industriels, qui se déclareront par écrit dans l'impossibilité de solder le terme échu le 1^{er} avril dernier.

2° Il est bien entendu que la présente mesure, étant toute de conciliation, ne saurait porter aucune atteinte à la loi des contrats, si énergiquement rappelée par le citoyen maire de Paris dans sa circulaire adressée le mois dernier aux maires d'arrondissement.

Paris, le 5 mai 1848.

(Suivent les signatures des délégués des propriétaires.)

(Suivent les signatures des délégués des locataires.)

— La plupart des ministres du Gouvernement ont quitté aujourd'hui les hôtels ministériels.

— La grande fête de la République aura lieu au champ de Mars dimanche 14 mai. Les préparatifs s'exécutent sous la direction de M. Charpentier.

La statue de la République moulée par Chiesinger aura environ 14 mètres de hauteur.

Trente ponts volants sont jetés sur les fossés du champ de Mars, pour prévenir tout accident de presse, à la fin de la fête.

Quatre cent quatorze mâts vénitiens portant au sommet l'oriflamme national seront disposés à l'entour du forum, ainsi que d'immenses gradins pour recevoir 500,000 citoyens.

Quatre mâts vénitiens sont déjà dressés aux quatre angles du pont d'Iéna.

Devant l'École militaire on construit un amphithéâtre en hémicycle dont le rayon est de 200 mètres.

Sur le devant du centre sera une grande plate forme à l'Arc-de-Triomphe de l'Étoile, comme à la fête de remise des drapeaux.

Situation de la Banque de France.

Au jeudi 4 mai 1848 au soir.

ACTIF.

Argent monnayé et lingots.	56,018,179 97
Numéraire dans les comptoirs.	54,595,822 »
Effets arriérés à recouvrer.	16,722,973 47
Portefeuille de Paris, dont 29,578,035 fr. 67 c. provenant des comptoirs.	166,858,588 64

Portefeuille des comptoirs, effets sur place, etc.	77,155,093 18
Avances sur monnaies et lingots.	6,506,700 »
Avances sur effets publics français.	10,669,982 90
Dû par les comptoirs, pour leurs billets en circulation.	14,418,500 »
Rentes de la réserve.	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles.	11,660,197 89
Hôtel et mobilier de la Banque.	4,000,000 »
Intérêt dans le comptoir d'Alger.	1,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.	200,000 »
Effets en souffrance ou à rembourser.	25,579,480 59
Effets à encaisser provenant de la vente de rentes à la Russie.	80,924 92
Dépenses de l'administration.	514,904 51
Divers.	729,856 82
Avance à l'Etat sur les bons du Trésor de la République.	50,000,000 »
	<hr/> 486,567,909 69

PASSIF.

Capital.	67,900,000 »
Réserve.	10,000,000 »
Réserve immobilière.	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation.	295,154,800 »
Id. id. des comptoirs.	14,418,500 »
Id. à ordre.	1,499,125 50
Compte courant du trésor créditeur.	22,024,718 55
Comptes courants divers.	65,460,517 51
Récépissés payables à vue.	1,577,500 »
Récompte du dernier semestre.	728,692 57
Dividendes à payer.	214,528 25
Escomptes, intérêts divers et dépenses pré-comptées.	5,586,589 19
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du trésor.	1,106,775 69
Traites des comptoirs à payer.	1,121,177 76
Divers.	195,189 27
	<hr/> 486,567,909 69

Certifié;

Le gouverneur de la Banque de France : D'ARGOUT.

BULLETIN DE LA BOURSE.

Les bruits alarmants qui avaient été répandus à cause de la proclamation émanée du club des Droits de l'Homme, et de la protestation injurieuse de Blanqui sur les affaires de Rouen, semblaient devoir faire baisser les fonds publics; mais le rachat forcé des rentes vendues à découvert, et le bon effet produit par l'ouverture de l'Assemblée nationale, au milieu des acclamations générales, ont contribué à soutenir les cours.

Le 3 p. 0/0 fermé hier à 47, après avoir fait 48, a ouvert aujourd'hui samedi à 47 25 et fermé à 46 65.

Le 5 p. 0/0 a ouvert comme il avait fermé la veille, à 69 25 et est resté à 69 50.

Bons du Trésor, 51 1/2 p. 0/0.

Banque de France, ferme à 1415 après avoir ouvert à 1440 et avoir fait 1450.

Banque d'Alger, 1420.

BOURSE DE LONDRES. 5 mai. Cité, 4 heures. — 3 p. 0/0 consolidés au comptant, 85 5/8.

CHEMINS DE FER. Versailles, rive dr., 445. — Versailles, rive gauche, 102 50. — Orléans, 520. — Paris à Rouen, 595.

— Rouen au Havre, 200. — Avignon à Marseille, 200. — Strasbourg à Bâle, 85. — Centre, 258 75. — Amiens à Boulogne, 595. — Nord, 558 75. — Paris à Strasbourg, 551 25.

— Tours à Nantes, 552 50. — Paris à Lyon, 500. — Montreuil à Troyes, 115. — Dieppe à Fécamp, 150.

Le rédacteur en chef,
BENJAMIN LAROCHE.

Typ. SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1,